

"Vote direct" dans Corriere della Sera (1er décembre 1970)

Légende: Interrogé, le 1er décembre 1970 par le quotidien italien Corriere della Sera, Walter Hallstein, président de la Commission européenne entre 1958 et 1967, plaide pour un renforcement de la coopération politique au niveau communautaire.

Source: Corriere della Sera. dir. de publ. Spadolini, Giovanni. 01.12.1970, n° 273; anno 95. Milano: Corriere della Sera. "Voto diretto", p. 11.

Copyright: (c) Traduction CVCE.EU by UNI.LU

Tous droits de reproduction, de communication au public, d'adaptation, de distribution ou de rediffusion, via Internet, un réseau interne ou tout autre moyen, strictement réservés pour tous pays.

Consultez l'avertissement juridique et les conditions d'utilisation du site.

URL:

http://www.cvce.eu/obj/vote_direct_dans_corriere_della_sera_1er_decembre_1970-fr-c13b6302-f1ab-423d-b447-6548683d96b7.html



Date de dernière mise à jour: 24/11/2016

Vote direct

CORRIERE: Pouvez-vous nous donner votre avis sur la marche de l'unification européenne?

HALLSTEIN: L'unification de l'Europe traverse une nouvelle phase décisive. Le processus d'intégration économique et sociale a acquis une telle force qu'il oblige les partenaires à relancer l'intégration politique après la prétendue intégration économique dont nous vivons actuellement la phase finale. À ce stade, les multiples problèmes actuels exigent une réponse. Seul un dénominateur commun doit l'inspirer: l'union politique.

Cette union a un double aspect: d'un côté, l'élargissement des secteurs spécifiques à la politique commune, et plus spécialement à la politique étrangère et de défense; de l'autre, l'achèvement de la structure d'organisation en place, d'où l'union politique devrait se développer organiquement. Et voici que surgit au premier plan la question des élections directes des députés du Parlement européen.

Lors de la conférence au sommet de La Haye, les objectifs politiques de la Communauté européenne ont été évoqués: il ne s'est toutefois rien passé. La mission confiée aux ministres des affaires étrangères d'examiner comment l'on pourrait faire davantage de progrès dans le domaine de l'unification politique, en vue de l'élargissement, fait encore rêver les optimistes. Mais les résultats ont été très décevants.

Le ministre néerlandais des affaires étrangères, Joseph Luns, avait raison: «La montagne a accouché d'une souris». Ce que les ministres des affaires étrangères ont décidé, et qui a vu le jour à Munich, est un fruit tardif de l'école de pensée gaulliste, dans son organisation comme dans la terminologie employée. Jugé favorable aux principes d'une communauté intégrée, le résultat est vraiment limité. Les ministres ne veulent rien d'autre que la poursuite d'une simple pratique diplomatique pouvant être liquidée en deux journées par an et sans obligation de consultation. L'expression «politique commune» est évitée comme la peste: en agissant ainsi, les ministres restent très en deçà de l'opinion publique européenne. Les derniers sondages montrent que soixante pour cent des Italiens, soixante-neuf pour cent des Allemands de l'Ouest et soixante-sept pour cent des Français sont favorables à l'évolution de la Communauté européenne en communauté politique d'une Europe unie.

Au contraire, les ministres des Affaires étrangères ont également affiché leur volonté d'ignorer toute expérience européenne, au motif qu'il est naïf de croire en un automatisme qui développerait de lui-même, par le biais de consultations, un comportement de solidarité. L'expérience montre que seul un accord contraignant, un plan par étapes, peut conduire à l'objectif. On doit créer des institutions solides, liées organiquement à la communauté existante. La politique commune nécessaire ne peut exister que de cette manière. Celui qui affirme: d'abord l'union sur les choses, ensuite les institutions, met la charrue avant les bœufs.

Sur la question de l'élection directe du Parlement européen, la conférence au sommet de La Haye a été décevante du début à la fin. Depuis 1960, les propositions du Parlement sont en souffrance dans les tiroirs du Conseil de ministres, et à La Haye, au fond, on s'est arrangé pour qu'elles y restent. Mais l'intérêt des gens pour cette question a depuis longtemps gagné certains pays de la Communauté. En Italie, en Belgique, aux Pays-Bas et en République fédérale, on travaille intensément à des initiatives nationales pour une élection directe. Si un scrutin n'est pas possible simultanément dans tous les pays de la Communauté, ceux qui sont prêts devraient déjà élire directement leurs députés européens, suggère-t-on. Naturellement, de telles initiatives ne sont pas la panacée pour régler les questions qui restent ouvertes. Toutefois, je pense que le fait d'anticiper sur le règlement de points décisifs constitue une certaine force politique et fait avancer la réglementation européenne. De toute façon, on ne peut plus remettre à plus tard la démocratisation des institutions communautaires.

Quel citoyen, quel gouvernement peut accepter, la conscience tranquille, l'alourdissement progressif des décisions des institutions communautaires, si celles-ci restent démocratiquement sous-développées et sans fondement?

Tout le monde le voit: ceux qui veulent l'intégration économique doivent également vouloir l'union politique. Le temps presse. Ceux qui renvoient à plus tard l'union politique inquiètent les Américains (qui n'acceptent des pertes économiques qu'en échange de l'unité politique de l'Europe), confortent les Russes (qui veulent empêcher l'unité de l'Europe occidentale) et désorientent les candidats à l'adhésion (qui ne savent plus s'ils devront assumer des engagements politiques ou seulement économiques).